

# RAPPORT SOMMAIRE — LANCEMENT DE LA STRATÉGIE SUR LES ARCHIVES AU CANADA

13 novembre 2015

Ce document dresse un aperçu des discussions qui se sont tenues lors du lancement du plan directeur « Les archives au Canada », le 13 novembre 2015. Plus d'informations sur les activités associées à la stratégie et la rétroaction reçue depuis le 13 novembre seront transmises à la communauté à la suite de la prochaine réunion du Groupe de travail sur le système archivistique canadien, en février 2016.

## CONTEXTE

Dans la foulée du « Sommet sur les archives au Canada : Vers un nouveau modèle de gestion de la mémoire consignée au Canada », tenu en janvier 2014, le Groupe de travail sur le système archivistique canadien a entrepris l'élaboration d'une stratégie visant à favoriser la collaboration entre les membres de la communauté archivistique canadienne. Le Groupe de travail est composé de représentants de l'Association des archivistes du Québec (AAQ), de l'Association canadienne des archivistes (ACA), du Conseil canadien des archives (CCA), du Conseil des archivistes provinciaux et territoriaux (CAPT) et de Bibliothèque et Archives Canada (BAC).

En septembre 2014, le Groupe de travail a élaboré un premier jet du document intitulé [Les archives au Canada — Un nouveau plan directeur : Vision et domaines prioritaires pour 2016-2026](#). Celui-ci contenait une vision et une stratégie pour la communauté archivistique canadienne se déployant sur les 10 prochaines années. Au cours de l'été 2015, le Groupe de travail a tenu une large consultation auprès de la communauté archivistique en l'invitant à commenter la stratégie. Les résultats de cette consultation ont été intégrés à la version finale du document.

La nouvelle stratégie a été lancée officiellement le 13 novembre 2015, à l'occasion d'un événement d'envergure nationale réunissant plus de 90 participants à l'édifice d'accès de BAC, situé au 395, rue Wellington, à Ottawa. Les membres de la communauté archivistique ont été invités à assister en personne à ce lancement, ainsi qu'à soumettre des commentaires par courriel ou par Twitter à l'aide du mot-clic #archives2026. L'événement de novembre a rassemblé des archivistes et des représentants d'une large gamme d'organismes : services d'archives d'entreprises, d'institutions d'archives provinciales, de bibliothèques municipales et universitaires, ainsi que des généalogistes et d'autres utilisateurs. Plus d'une douzaine de personnes ont formulé des commentaires par voie électronique, et les discussions menées durant l'événement sont devenues un sujet d'actualité au Canada, suscitant plus de 570 messages sur Twitter.

## LA STRATÉGIE

Élaborée pour la communauté archivistique canadienne, la stratégie propose un plan d'action visant à faciliter la collaboration au sein de la communauté, afin de permettre à celle-ci de saisir les occasions offertes par le monde numérique et de mieux répondre

aux défis qu'il présente. La stratégie vise une période de 10 ans, soit de 2016 à 2026, et s'articule autour de quatre domaines prioritaires :

- les documents : constituer les archives des Canadiens pour les Canadiens et le reste du monde
- les personnes : mobiliser tous ceux qui s'intéressent aux archives
- le potentiel : assurer la pérennité des archives
- la visibilité : mieux faire connaître les archives

La stratégie ne pourra être mise en œuvre sans une forte mobilisation de toute la communauté archivistique, car l'effort demandé dépasse largement le champ d'activité et le potentiel propres à chacun des membres de la communauté. Les membres du Groupe de travail s'engagent à continuer d'exercer le leadership de l'initiative et ils sont prêts à réaliser ce travail en collaboration avec toutes les personnes, les institutions et les autres organismes intéressés.

## LE LANCEMENT

### Discours principal et présentations par les experts

L'événement du 13 novembre 2015 a débuté par [le discours de Ry Moran](#) [disponible en anglais seulement], le directeur du tout nouveau Centre national pour la vérité et réconciliation. M. Moran a parlé du double rôle joué par les archives dans le processus de réconciliation : d'abord, permettre l'accès aux histoires vécues dans les pensionnats indiens, ensuite, garantir que les services d'archives à tous les niveaux collaborent avec le Centre national pour identifier et recueillir des copies de tous les documents témoignant de l'histoire et de l'impact des pensionnats indiens. M. Moran a insisté sur l'importance des archives et des archivistes ainsi que sur le rôle qu'ils jouent en tant que gardiens de l'histoire et de la mémoire collective.

Ce discours a été suivi de quatre brèves présentations par des experts de différentes régions du Canada, chacun s'exprimant sur l'un des quatre domaines prioritaires identifiés dans la stratégie. Ces présentations ont stimulé la réflexion chez les participants et ils ont lancé la discussion sur les meilleurs moyens d'aider la communauté à progresser. Après chaque présentation, les participants, regroupés en tables rondes, ont été invités à répondre aux deux questions suivantes :

1. Connaissez-vous des experts qui aimeraient participer au travail sur les domaines identifiés ?
2. Quels sont les projets en cours qui pourraient aider à progresser dans ces domaines?

La première présentation a été faite par Natasha Zwarich, professeure d'archivistique à l'Université du Québec à Montréal. Elle a présenté « les personnes » et elle a fait valoir l'importance de la collaboration et de la recherche en partenariat. Elle a exhorté les experts de toutes les disciplines à examiner les pratiques actuellement en vigueur dans la communauté archivistique et elle a parlé de la nécessité d'établir un dialogue avec d'autres groupes pour faire valoir l'importance des archives et le travail des archivistes.

Jennifer Douglas, professeure adjointe à l'Université de la Colombie-Britannique, a ensuite présenté « les documents ». M<sup>me</sup> Douglas a indiqué qu'à son avis, même si la valeur des archives est incontestablement reconnue par les archivistes, ce n'est pas le cas pour les personnes qui œuvrent à l'extérieur de la profession. M<sup>me</sup> Douglas a cité, à titre d'exemple, les scandales gouvernementaux, comme la suppression des courriels concernant le « Highway of Tears » par le gouvernement de la Colombie-Britannique. M<sup>me</sup> Douglas a aussi suggéré que, parfois, les archivistes eux-mêmes ne reconnaissent pas la valeur des archives, comme en témoigne, par exemple, le silence relatif de la profession à l'égard de l'appel à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation. Selon M<sup>me</sup> Douglas, les archivistes doivent se demander ce qu'ils peuvent faire pour sensibiliser le public à l'importance et au rôle des services d'archives et de leurs collections. Elle a souhaité un débat ouvert et vigoureux, ainsi qu'un nouveau positionnement des archives pour aider le public à mieux comprendre leur importance dans la société contemporaine.

Le troisième expert à prendre la parole fut John Roberts, le directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario. Il a présenté « le potentiel ». M. Roberts a fait valoir qu'un accroissement du potentiel suppose une ouverture au changement, de nouvelles habiletés et de nouvelles compétences, ainsi qu'une infrastructure appropriée. Selon lui, bien que les services d'archives œuvrent dans la durée, ils se lancent souvent dans des projets sans en évaluer correctement la pérennité. Il propose donc d'évaluer la pérennité sous trois angles : l'investissement (p. ex. : d'où proviennent les ressources?), l'infrastructure (p. ex. : de quoi les services d'archives ont-ils besoin pour fonctionner?) et l'innovation (p. ex. : quel est le problème et comment peut-il être résolu?).

La dernière présentation a été faite par Shannon Hodge, directrice des Archives de la *Jewish Public Library*. M<sup>me</sup> Hodge a présenté « la visibilité », et elle a expliqué comment elle a créé une nouvelle image de marque pour son service d'archives. Au cours de cet exercice, elle a découvert que la plus grande contribution est venue du travail réalisé en partenariat. En collaboration avec d'autres organismes, le service des archives de la *Jewish Public Library* a mis en réseau ses bases de données et ses expositions, réuni une diversité de points de vue et mis en commun les ressources de partenaires pour créer des contenus pouvant être consultés en ligne et en personne. M<sup>me</sup> Hodge a rappelé que les services d'archives peuvent compter sur plusieurs partenaires pour les aider à défendre leurs intérêts et à accroître leur visibilité de manière plus efficace que s'ils agissaient seuls. En conclusion, elle a affirmé que la plus grande force des archivistes est leur dévouement et leur passion, deux qualités essentielles pour développer une image de marque forte pour nos institutions et notre profession.

### Séance plénière

En après-midi, les participants se sont réunis en séance plénière pour identifier des priorités. Ils devaient réfléchir aux deux questions suivantes basées sur la stratégie :

1. à votre avis, sur quelles activités devrions-nous concentrer nos efforts au cours des deux prochaines années (c'est-à-dire en 2016-2017 et 2017-2018)?
2. quelles sont les activités que nous pourrions réaliser à court terme et qui devraient être ciblées en premier si nous voulons progresser logiquement?

Les participants ont d'abord discuté de ces questions dans des tables rondes, puis ils ont partagé leurs impressions avec l'ensemble du groupe. Bien que la discussion fut très libre, les thèmes suivants ont émergé:

- Sous le thème de **la défense des intérêts**, les participants ont parlé de la nécessité de collaborer étroitement avec les décideurs du gouvernement pour les aider à mieux comprendre la valeur et l'importance des archives, notamment en développant des modèles qui montrent l'ensemble des coûts associés à l'acquisition, à la préservation et à l'accès aux documents analogiques et numériques. Les participants ont également souligné le besoin croissant de sensibiliser les créateurs de documents à la gestion des archives et de l'information ainsi que d'informer le public sur la réalité du travail des services d'archives.
- Sous le thème de **l'éducation**, les participants ont fait valoir l'importance de renforcer les liens entre l'archivistique et les programmes professionnels offerts par les universités et les collèges. Ils ont évoqué les défis auxquels sont confrontés les praticiens dans leur milieu de travail. Plusieurs suggestions ont été formulées quant aux moyens de relier plus étroitement la théorie et la recherche avec le marché du travail et le fonctionnement quotidien des services d'archives.
- Sous le thème de **la collaboration**, les participants ont parlé de la nécessité d'établir des partenariats avec le secteur privé, d'intensifier le dialogue avec les bibliothèques et les musées, et de travailler en étroite collaboration avec le Centre national pour la vérité et réconciliation, ainsi qu'avec les Premières nations, les Inuits et les Métis.
- Sous le thème du **renforcement des capacités**, les participants ont proposé un certain nombre de domaines à privilégier, notamment la numérisation, la préservation numérique et la gestion des documents électroniques, ainsi que le travail sur la législation et les normes archivistiques.

### Les prochaines étapes

La rencontre du 13 novembre 2015 s'est terminée par une présentation de Fred Farrell, archiviste provincial du Nouveau-Brunswick et membre du groupe de travail. La présentation intitulée « [Un plan pour aborder les prochaines étapes](#) », proposait une série d'étapes à franchir pour mettre en œuvre la stratégie. Le groupe de travail actuel deviendrait un comité directeur, composé de 12 membres à part entière (soit deux représentants de l'AAQ, de l'ACA, du CCA, de la CAPT et de BAC, ainsi que deux membres en général). Le Comité directeur mettrait sur pied des groupes de travail pour réaliser les activités prioritaires. M. Farrell a indiqué que le Groupe de travail continuerait à exercer le leadership au sein de ce comité directeur et que ses membres étaient prêts à travailler en collaboration avec les membres de la communauté archivistique à la réalisation des projets concrets.

## CONCLUSION

Le 18 décembre 2015, le Groupe de travail a tenu une téléconférence pour faire un bilan du lancement. Le Groupe a conclu que, dans l'ensemble, le lancement national a permis à la communauté archivistique canadienne d'entreprendre le processus de mise en œuvre de la stratégie. Les participants ont échangé sur la stratégie, ils ont proposé des personnes et des organisations qui pourraient diriger certaines activités, et ils ont identifié ceux des travaux qui devaient être accomplis de façon prioritaire.

Le Groupe de travail se réunira en février 2016 afin de choisir les priorités des deux premières années de la stratégie, à partir des thèmes qui ont émergé des discussions de la séance plénière du 13 novembre, ainsi que des commentaires reçus à ce jour. Au cours du printemps 2016, des groupes de travail seront mis sur pied autour de ces priorités et les membres de la communauté archivistique seront invités à y participer.

Après la réunion de février, le Groupe de travail fera connaître les prochaines étapes et présentera un état de la situation lors des congrès annuels de l'AAQ, de l'ACA et de l'Association des archives de l'Ontario, pour informer la communauté des progrès accomplis et offrir un forum pour une discussion sur la stratégie. Le Groupe de travail est convaincu que les progrès dépendront de la mobilisation de la communauté et il se réjouit à l'avance à l'idée de travailler avec les collègues de toutes les régions du pays au cours des prochaines années. La force et la cohésion du système archivistique canadien et de tous les membres de la communauté permettront de relever avec brio les défis qui nous attendent.